

Profession de foi

Le projet de Nouvelle Donne est riche de nombreuses propositions (1000 milliards pour le climat, plan logement, etc.). Je propose ma candidature pour la candidature pour la présidentielle, pour porter nos idées, mais aussi pour proposer deux nouvelles idées à intégrer dans notre programme : revitaliser la démocratie et intégrer la richesse du monde.

Revitaliser la démocratie

Le système politique actuel est en crise. Il ne représente plus qu'une caste autoproclamée « élite ». Il est temps de reprendre la main et de proposer de nouvelles formes de démocraties.

Nous proposons déjà le non-cumul des mandats dans le temps et l'espace. Nous pouvons y ajouter la possibilité de proposer des lois ou de contester des décisions par des pétitions. Mais cela ne me semble pas suffisant pour libérer les forces démocratiques du pays.

Je propose de structurer le pays en trois échelons administratifs : l'intercommunalité, la Région et l'Etat. (Une réflexion sur une Europe des régions ou des états reste à mener.)

Sur chacun de ces niveaux, les citoyens doivent pouvoir se prononcer, par referendum, sur les modes d'organisation (type d'élection, mode de scrutin, nombre de chambres, mode d'élection de l'exécutif, période de renouvellement, vote des étrangers et des travailleurs, etc.). De nouvelles formes de démocraties doivent pouvoir être expérimentées. Le débat sur « le traité portant constitution pour l'Europe » a prouvé que dès que l'on laisse aux citoyens le pouvoir de choisir les modes d'organisation, ils s'en emparent.

Nous devons en finir avec le centralisme à outrance, le pouvoir doit se diffuser dans tout le pays, au plus près des citoyens.

Reprendre la main sur les politiques

Des contre-pouvoirs doivent être mis en place pour éviter la reproduction de potentats locaux. Tout d'abord, en donnant la possibilité de saisir, par les citoyens, des organismes d'experts indépendants, comme la cours de compte, pour auditer des administrations, des structures ou des collectivités.

Ensuite, en permettant à tout collectif ayant obtenu un nombre raisonnable de pétitions (pourcentage du nombre de votants) : de proposer des lois, de demander un referendum, de provoquer de nouvelle loi ou de démettre un élu.

Enfin, d'autoriser les class-actions dans tous les domaines, y compris à l'encontre des élus pour détournement d'argent, délit de favoritisme, etc.

Reprendre la main sur l'administration

Chacun d'entre nous devrait pouvoir exiger la transparence des décisions administratives, la communication des documents détaillés dans un délai raisonnable. Nous devrions pouvoir contraindre les administrations à respecter la loi. La révocation des responsables administratifs et politiques, doit être possible en cas de non-respect des lois ou d'obstruction manifeste.

Mais toutes les lois ne servent à rien, si la justice n'a pas les moyens de les faire respecter. C'est l'effectivité du droit qui importe pas les lois. Les politiques l'ont bien compris en délaissant le budget de la justice et en la liant à l'exécutif.

Nous devons imposer l'indépendance de la justice, à la fois vis-à-vis du pouvoir mais aussi grâce à une autonomie budgétaire.(budget indexé sur le PIB). Il n'y a pas de démocratie sans justice équitable.

Il nous faut créer des instances de conciliation, pour que chaque différent ne se transforme pas en procès.

Le pouvoir doit être rendu au peuple. Nous devons revenir aux fondamentaux de la Révolution.

Intégrer la richesse du monde

Face à la crise des migrants, les arguments moraux n'ont pas de poids. Notre classe politique a oublié les valeurs humanistes qui fondaient notre société. Pour les convaincre d'accueillir des réfugiés, nous devons apporter des arguments économiques.

Contrairement à l'opinion répandue, ces vagues d'immigrations sont une chance pour notre pays. C'est l'occasion pour nous d'intégrer des personnes motivées, cultivées et riches d'autres visions du monde.

Mais ce n'est pas en les laissant errer sur les routes d'Europe que nous allons pouvoir les intégrer. Nous devons organiser cette immigration, depuis les rives de la Turquie et de la Lybie jusqu'à leur destination finale en France. Nous devons mettre en place un vaste plan de transport, d'accueil, de formation à la langue et à la culture française. Nous devons leur permettre d'intégrer le marché du travail et de construire une vie paisible ici.

C'est aussi pour nous l'occasion de redynamiser des déserts français, de raccrocher les populations exclues du marché du travail et de la formation. Les acheminer vers la France, les former, leur proposer un logement décent, toutes ces actions nécessitent des personnes, et donc contribue à créer des emplois locaux.

Malheureusement, accueillir des migrants, c'est aussi piller la richesse de leur pays. L'intégration des réfugiés ne peut se faire sans mise en place d'une véritable politique d'aide au développement. Nous devons favoriser la stabilité des pays d'immigration, par une aide économique renforcée et par un plan de lutte contre la corruption. Nous devons aider les populations en créant une banque de prêt citoyenne.

L'accueil des réfugiés et l'aide au développement, sont tout autant des impératifs moraux qu'économiques.

Ces deux projets n'ont pas pour but d'être pris tels quels, mais d'enrichir les débats. Ils sont là pour compléter les propositions déjà présentes dans le programme de Nouvelle Donne.

Ma candidature se veut aussi un appel à toutes les forces vives. J'espère que d'autre, proposerons également leur candidature pour enrichir le débat et faire émerger de nouvelles personnalités au sein de notre mouvement.

Mathias Rambourg

PS : Pour illustrer ce que pourrait être ces deux propositions, j'ai joints deux articles de journaux du futur.